

FAITS SAILLANTS

- Réduction significative du nombre de personnes dans les camps grâce aux programmes de retour et de relocalisation ;
- Epidémie de choléra : l'alerte rouge persiste dans les départements du Centre, de l'Artibonite et de l'Ouest depuis plus de quatre semaines. En Juin 2014, 923 cas suspects et 9 décès ont été enregistrés ;
- Saison cyclonique : les préparatifs pour faire face aux éventuels désastres se poursuivent ;
- Le PAM, l'USAID et l'ONG care mettent en œuvre un programme visant à réduire la faim et la malnutrition.

CHIFFRES CLES

Nb. de déplacés dans les camps
Source: DTM, Juin 2014

103 565

Nb. cumulatif de cas suspects de choléra (Janv. au 28 Juin 2014)
Source: MSPP

6 406

Nb. de décès dus au choléra en 2014 (Janv. à 28 Juin)
Source: MSPP

45

FINANCEMENTS

Financement humanitaire

Projets HAP 2014 : 55 millions USD (soit 33% du total requis)

Projets hors HAP: 62 millions USD



Au sommaire

Camps et relocalisation P.1

Epidémie de choléra P.3

Préparation et réponse aux urgences P.4

Sécurité alimentaire et nutrition P.5

La relocalisation et le retour des personnes déplacées restent une priorité humanitaire

Environ 103 000 personnes y vivent encore

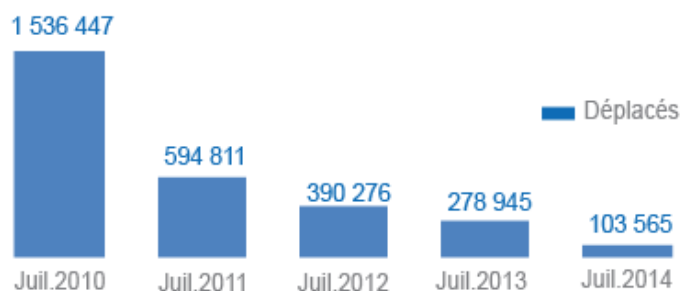
Plus de 4 ans après le séisme, 103 565 personnes (28 134 familles) vivent encore dans 172 camps de déplacés. Cela représente une diminution de 92 pour cent par rapport au mois de juillet 2010 où l'on comptait 1,5 millions de personnes déplacées.

Durant cette période de janvier à juin 2014, les programmes de retour ont contribué à la fermeture de 70 camps et à la relocalisation de plus de 9 000 familles.

Depuis juin 2011, le gouvernement et ses partenaires ont mis en œuvre une série de programmes permettant de fournir des solutions alternatives à la crise du logement, principalement grâce à la fourniture d'abris provisoires et aux programmes de subventions au loyer. On estime que 69 000 familles ont été relogées tandis que 409 sites ont pu fermer. Toutefois, l'assistance aux personnes déplacées reste impérieuse.

Le choix des solutions dépend de plusieurs facteurs, notamment l'accès aux services de base, la propriété des terres sur lesquelles les camps sont situés, ainsi que les risques sécuritaires et environnementaux.

92% de diminution du nombre de déplacés en 2014 comparé à la même période en 2010



89% de diminution du nombre de camps en 2014 comparé à la même période en 2010



Source : Displacement Tracking Matrix publiée en juillet 2014

Alors que les programmes de retour et de relocalisation se poursuivent, il faudra maintenir les services d'assainissement dans les camps restants

45 familles relogées à Carrefour Feuilles

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et ses partenaires ont inauguré 45 logements au profit de 45 familles déplacées.



Une bénéficiaire devant sa nouvelle maison. Crédit : OIM

Financé par le Bureau de monétisation et des programmes d'aide au développement du gouvernement haïtien (BMPAD) et l'ONG Community Chest of Korea (CCK), cette initiative rentre dans le cadre d'un projet visant à reconstruire les communautés victimes du séisme.

Afin d'améliorer les services d'hygiène et la sécurité au sein de la communauté, l'OIM a réhabilité des infrastructures communautaires (systèmes d'écoulement, trottoirs, escaliers, routes, espaces publics, éclairage public

solaire).

Cette initiative permettra aux familles déplacées de vivre dans la dignité et dans un environnement sûr, mais également d'utiliser ses ressources pour l'éducation de ses enfants et la création d'une petite entreprise pouvant subvenir aux besoins de sa famille.

Alors que la saison des ouragans a débuté en juin, environ 103 000 personnes n'ont toujours pas quitté les camps, dans l'attente des solutions durables.

Un expert de l'ONU appelle à des solutions durables pour les personnes déplacées

La situation des personnes déplacées a été au cœur des préoccupations du rapporteur spécial de l'Organisation des Nations Unies sur les droits humains des personnes déplacées.



Cet homme, avec sa famille, se prépare à quitter un camp après avoir reçu l'allocation de logement. Crédit : OIM

logement, qui inclut aussi les personnes déplacées », a déclaré Beyani.

Lors de sa mission dans le pays, du 30 juin au 5 juillet, Chaloko Beyani a appelé le gouvernement haïtien et ses partenaires à mettre en œuvre des solutions durables en faveur des personnes déplacées, en prônant le renforcement de l'accès à l'emploi et aux activités génératrices de revenus.

« La mise en place de solutions durables passe par la création d'opportunités de développement dans l'ensemble du pays, par l'Etat de droit et une politique globale du

Tout en saluant la baisse sensible du nombre de personnes vivant dans les camps à la suite du tremblement de terre (1,5 million de personnes vivaient dans les camps en juillet 2010), C. Beyani a appelé au maintien de l'action humanitaire dans les camps permettant, entre autres, l'amélioration des conditions d'assainissement. Les problèmes de santé, de l'emploi et de l'agriculture doivent également être pris en compte, particulièrement pour les personnes vivant encore dans les camps.

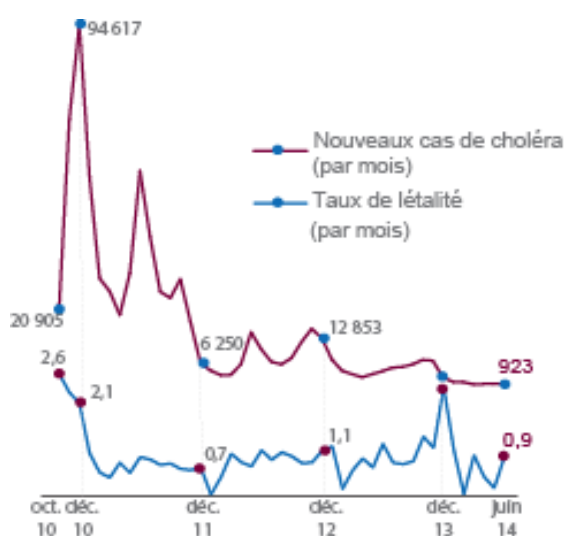
Choléra : malgré des indicateurs positifs, l'alerte rouge persiste dans plusieurs départements

La campagne d'assainissement visant l'amélioration des conditions d'accès en eau et assainissement ciblera près de 4 millions de personnes

Depuis octobre 2010 jusqu'au 28 juin 2014, le Ministère de la santé publique et de la population (MSPP) a enregistré 703 595 cas suspects de choléra et 8 564 décès. En 2014, 6 406 cas et 45 décès ont été enregistrés, reflétant une réduction significative du nombre de cas depuis novembre 2013.

Pour la 25^{ème} semaine (du 15 au 28 juin), la baisse est de 74 pour cent comparée à la même période en 2013. Ainsi, le nombre de nouveaux cas suspects continue de baisser autour de 200 par semaine. En juin 2014, 923 cas suspects et 9 décès ont été enregistrés. La létalité hospitalière est à son plus bas niveau depuis 2010.

Néanmoins, l'alerte rouge persiste dans les départements du Centre (Lascahobas), de l'Artibonite (Ennery, Gonaïves et Saint Michel), de l'Ouest (Anse à Galet et Cabaret) et du Nord (Plaisance) depuis plus de quatre semaines. De même, le Nord-Ouest (Port-de-Paix) est en alerte orange.

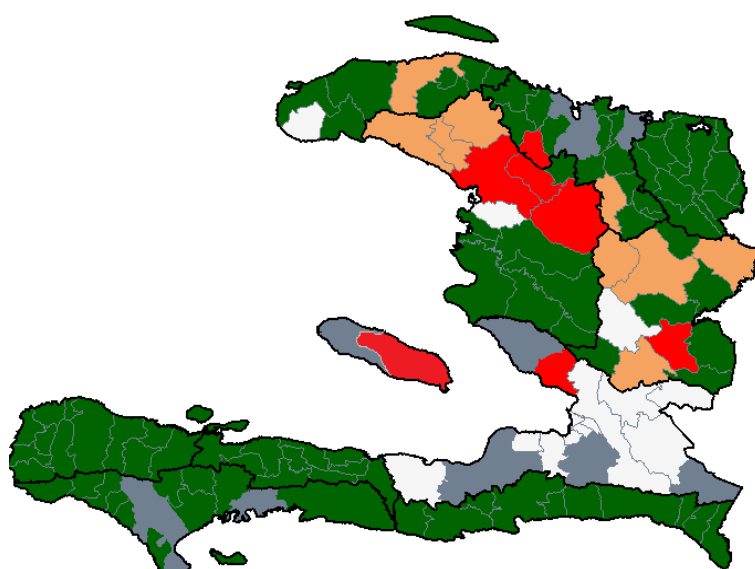


Source : les données sont tirées du Rapport du Réseau National de Surveillance, 26^{ème} semaine épidémiologique de 2014

Avec la baisse des décès tant institutionnels que communautaires, les recherches actives et les enquêtes deviennent plus systématiques. La diminution significative du nombre de cas s'est accompagnée d'une baisse du taux de positivité des tests choléra réalisées au LNSP (Laboratoire National de Santé Publique).

Les communes en alertes rouge.

| | |
|--|--|
| | Alerte Rouge Artibonite: Ennery, Gonaïves, Saint Michel Centre: Lascahobas. Nord: Plaisance Ouest: Anse à Galet, Cabaret |
| | Alerte Orange |
| | Pas d'Alerte |
| | Absence de données |
| | Absence de structures de prise en charge de choléra |



Source : Rapport du Réseau National de Surveillance, 26^{ème} semaine épidémiologique de 2014

Entre juin et décembre 2013, le LNSP avait reçu entre 150 et 300 échantillons par mois, dont environ 62 pour cent étaient positifs dans le cadre du test *Vibrio cholerae* et 38 pour

cent des cas relevaient de la diarrhée aiguë. Ce taux est ensuite passé à 30 pour cent entre janvier et mai 2014, alors qu'il était de 49 pour cent sur la même période en 2013.

Malgré les progrès réalisés, les efforts doivent être poursuivis pour combattre la maladie pendant la saison cyclonique. Le Gouvernement haïtien et les partenaires nationaux et internationaux continuent de renforcer leurs efforts pour éliminer le choléra, notamment à travers le lancement de la campagne d'assainissement total d'ici quelques semaines. Il s'agit d'une initiative communautaire visant à améliorer les conditions d'accès à l'eau et à l'assainissement à travers le pays. Cette campagne va s'étaler sur cinq années et devrait atteindre près de 40 pour cent de la population rurale, soit un total de 3.8 millions de personnes et 760 000 ménages. 600 000 écoliers repartis dans 2 500 écoles et 500 centres de santé seront touchés par cette campagne.

Entre temps, la deuxième phase de la campagne de vaccination commencera le 21 juillet, ciblant 200 000 personnes dans sept localités de trois départements (Artibonite, Centre et Ouest) particulièrement affectés par le choléra. La deuxième dose du vaccin sera administrée à partir du 11 août.

Préparation aux urgences : les acteurs nationaux et la communauté humanitaire à pied d'œuvre

La Croix-Rouge haïtienne développe une approche communautaire pour la réduction des désastres

Alors que les efforts de coordination dans la réponse aux désastres se poursuivent, la Croix rouge prône la sensibilisation communautaire des populations

Afin de minimiser les dommages éventuels de la saison cyclonique 2014, la Croix-Rouge haïtienne dispose d'une équipe de 500 volontaires pouvant être mobilisée en cas de catastrophe. A travers le programme «Kouri di Vwazen w» (courez et dites à votre voisin), l'objectif est d'impliquer les communautés dans l'identification des risques propres à leurs zones.



A l'aide de cette modélisation en 3D, Bruno Gilner, un promoteur de la Croix-Rouge fait une démonstration des conséquences du déboisement. Les enfants apprennent ici que le déboisement peut provoquer des glissements de terrain ainsi que des inondations dans les plaines. Crédit : Croix-Rouge haïtienne.

soutenus par la Croix-Rouge allemande mènent des séances de sensibilisation dans les écoles pour que les enfants et les enseignants soient conscients des menaces et puissent réagir en conséquence.

Dans le Bas-Artibonite, la Croix-Rouge française soutient la création d'équipes d'intervention communautaire formées pour répondre immédiatement en cas de catastrophe. A Léogâne, la Croix-Rouge espagnole fournit aux communautés des équipements de recherche et de sauvetage spécialisés ainsi qu'une formation sur leur utilisation.

La coordination, un aspect essentiel de la préparation

Selon Chantal Pitaud, Coordinatrice Nationale de la préparation et de la réduction des risques de catastrophes, « la Croix-Rouge Haïtienne et ses bureaux régionaux sont en cours de mobilisation et utiliseront toutes leurs capacités d'intervention en cas de cyclone. Les volontaires reçoivent également une formation supplémentaire afin d'assurer une réponse adéquate et efficace ».

Un travail soutenu par les partenaires humanitaires

Dans les départements des Nippes et de la Grand-Anse, les volontaires de la Croix-Rouge haïtienne

De son côté, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), dans son rôle de coordination des acteurs humanitaires, cherche à assurer la meilleure préparation et réponse possibles en cas d'urgence. De fait, OCHA rencontre régulièrement les partenaires, d'une part afin de collecter des données essentielles mais aussi afin de favoriser le partage d'informations sur les actions de préparation dans les différentes communautés.

OCHA travaille également en appui aux autorités nationales et régionales dans la rédaction des plans de contingence aux désastres naturels. Des scénarios ont été développés pour mettre en valeur toutes les ressources mobilisables en cas de désastres.

En 2012, le cyclone Sandy a dévasté certaines communes de l'Ouest, des Nippes, du Sud et de la Grand'Anse provoquant des pertes considérables : 54 personnes ont perdu la vie, 20 personnes ont été portées disparues et 21 autres blessés. En outre, 18 000 familles furent touchées avec 6 790 personnes ayant à chercher refuge dans 66 abris d'urgence. Les préparatifs pour la saison cyclonique 2014 visent à assurer que cette situation ne se reproduise pas.

Haïti se prépare à faire face au Tsunami

Le Système national de la gestion des risques et des désastres (SNGRD) de concert avec l'UNESCO a conduit un exercice de simulation à Port-de-Paix le 30 mai dernier. Le scénario de l'exercice a pris en compte un tremblement de terre de magnitude 8,2 (Echelle de Richter) au Nord de la baie générant un tsunami avec des vagues pouvant atteindre jusqu'à 4.5 mètres dans les zones côtières du nord d'Haïti.

Au cours de cette activité, cinq ateliers de travail, deux visites aux écoles participantes, une campagne de sensibilisation porte à porte et des émissions radio ont été réalisés. 3 000 personnes ont été évacuées au point de rassemblement, le Lycée Tertullien Guilbaud ; 219 volontaires (Scouts d'Haïti, brigadiers DPC-Direction de la protection civile, Croix-Rouge haïtienne, World Vision) ont encadré l'évacuation. 70 casques bleus de la MINUSTAH et des membres de la Police Nationale Haïtienne et de son Unité de maintien d'ordre (UDMO) ont sécurisé les axes d'évacuation.

Le SIMEX Tsunami s'est révélé une bonne initiative pour sensibiliser la population sur les gestes qui sauvent en cas de tsunami et pour tester les panneaux signalétiques. Il a également permis de promouvoir la réflexion des autorités locales sur les procédures d'alerte, de planification de la réponse et de cartographie du risque.

L'USAID appuie un nouveau programme pour lutter contre la malnutrition et la faim en Haïti

250 000 familles dans 5 régions du pays sont bénéficiaires de ce programme susceptible de réduire l'incidence de l'insécurité alimentaire

L'Agence américaine de développement international (USAID) finance un programme de lutte contre la faim et la malnutrition intitulé « Kore lavi » en Haïti. Ce programme appuie le gouvernement haïtien dans le but d'améliorer l'accès aux produits locaux pour les populations les plus vulnérables.

Kore Lavi prévoit de soutenir 250 000 familles en leur fournissant des bons de nourriture. Ce programme contribuera à renforcer la capacité des institutions clés de l'Etat, des organisations de femmes et de la société civile dans le but de coordonner au mieux les programmes de sécurité alimentaire en Haïti.

Le programme abordera aussi le problème de la vulnérabilité en fournissant un filet de sécurité pour les personnes en situation d'insécurité alimentaire. Selon le PAM, un nouveau système de ciblage sera développé afin de mieux identifier et d'aider les ménages très vulnérables.

Cet engagement de l'USAID répond à une réponse urgente dans un contexte où 3 millions de personnes sont touchés par l'insécurité alimentaire en Haïti. Depuis 2013, l'USAID a fourni plus de 38 millions de dollars pour l'aide d'urgence et le développement de l'aide alimentaire en Haïti. Ce programme, financé à travers le Programme alimentaire

mondial (PAM), sera mis en œuvre dans 5 régions du pays sur une période de quatre années par l'ONG Cooperative for American Relief Everywhere (CARE).

En bref

L'Union Européenne renforce son appui humanitaire auprès d'Haïti

L'Union européenne (UE) a accordé une enveloppe de 5 millions d'euros, portant son enveloppe globale pour l'année 2014 à 23,5 millions d'euros au total, en vue du renforcement de leur action humanitaire en Haïti.

Ce financement vient au moment où le pays fait encore face à des besoins humanitaires importants. Environ 103 000 personnes déplacés suite au séisme de 2010 vivent encore dans les camps et font partie des catégories les plus vulnérables de la population en proie à des conditions de vies difficiles.

Cet appui budgétaire a pour but d'accélérer les solutions de retour pour les personnes déplacées, appuyer les personnes vivant encore dans les camps et assister le gouvernement haïtien dans la lutte contre le choléra.

Depuis le séisme de 2010, l'UE a mobilisé 236 millions d'euros d'aide humanitaire en faveur d'Haïti, y compris l'aide supplémentaire de 5 millions d'euros. Les partenaires de mise en œuvre du service d'aide humanitaire de la Commission Européenne (ECHO) sont les agences de l'ONU, les organisations non-gouvernementales internationales et le mouvement de la Croix Rouge.

Haïti marche sur la voie du progrès selon le dernier rapport sur les OMD

Selon le rapport national 2013 lancé le 25 juin dernier, des avancées ont été observées en Haïti dans le cadre du suivi des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) dans les domaines de l'éducation, de la santé materno- infantile, du VIH/Sida, de l'égalité de genres et de l'autonomisation des femmes

Les résultats obtenus ont pu être réalisés grâce à l'appui de la communauté internationale avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). A travers son engagement envers l'État haïtien, le PNUD continue d'appuyer le gouvernement en formulant des recommandations susceptibles de faciliter une accélération et un renforcement des efforts pour atteindre ces objectifs.

Malgré les changements observés, certains obstacles persistent, notamment les contraintes budgétaires récurrentes, la faible capacité financière de l'administration publique et la difficulté de coordination entre les institutions (Gouvernement, communauté internationale et société civile haïtienne).

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Widlyn Dornevil, chargé de l'information publique, dornevil@un.org, (509) 3702 5182

Guillaume Schneider, reporting officer, schneiterg@un.org, (509) 3702 5758

Rachelle Elien, chargé de l'information publique, elien@un.org, (509) 3702 5177

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur <http://haiti.humanitarianresponse.info/> | www.unocha.org | www.reliefweb.int